



Communiqué de presse PAL/1959

LE SEMINAIRE DES NATIONS UNIES SUR L'ASSISTANCE AU PEUPLE PALESTINIEN ACHEVE SES TRAVAUX

Genève, 16 juillet -- Le Séminaire des Nations Unies sur l'assistance au peuple palestinien a achevé aujourd'hui, au Palais des Nations de Genève, deux journées de travaux consacrées aux conditions préalables à la reprise de l'économie palestinienne et au rôle de la communauté internationale. Durant ces deux jours, le Séminaire a tenu trois réunions, sous la forme de groupes de travail, au cours desquelles ont été successivement examinées les dimensions de la crise économique palestinienne; les priorités dans le domaine de l'assistance humanitaire et économique; ainsi que les perspectives et l'élaboration de stratégies pour l'économie palestinienne.

Prenant la parole au cours de la séance de clôture qui s'est tenue à la mi-journée, l'Ambassadeur de la Palestine auprès des Nations Unies, M. Nasser Al-Kidwa, a mis l'accent sur la nécessité d'intensifier l'aide visant à surmonter les conséquences de la période récente qui a vu la puissance occupante imposer des restrictions internes et externes aux Palestiniens et détruire des maisons palestiniennes et les infrastructures. Il a affirmé que des programmes de développement à long terme doivent être élaborés, ajoutant que le domaine économique est foncièrement tributaire des avancées politiques et que la source de tous les maux est l'occupation, qui s'est transformée en phénomène colonial. Il a aussi jugé déterminante la question du retour.

Le Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, M. Papa Louis Fall, a pour sa part souligné que ce séminaire, qu'il a présidé, s'est déroulé à un moment important où Israël et

les Palestiniens manifestent une certaine entente au sujet du renforcement du processus politique et d'un retour à la table des négociations. «Cela ne nous empêche pas toutefois de constater la gravité de la situation socioéconomique et de la crise humanitaire dans le territoire palestinien occupé», a-t-il ajouté. Il a rappelé que l'économie et l'infrastructure palestiniennes ont été fortement atteintes par presque trois années de violence et de destruction qui ont abouti à des taux de chômage, de pauvreté et de malnutrition sans précédent et à des conditions de vie lamentables - un climat qui ne peut pas faciliter la quête de la paix. À cet égard, l'appui immédiat de la communauté internationale est nécessaire pour répondre aux énormes besoins humanitaires et financiers du peuple palestinien.

Le Séminaire s'était ouvert hier matin sur une intervention de M. Peter Hansen, Commissaire général à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), qui a donné lecture d'un message transmis pour l'occasion par le Secrétaire général des Nations Unies, M. Kofi Annan. Dans ce message, M. Annan rappelait qu'en dépit des progrès récemment accomplis vers la paix, le peuple palestinien

continue de souffrir et de vivre dans des conditions de dévastation sociale et économique, le chômage et la pauvreté ayant atteint des niveaux sans précédent. Le Secrétaire général faisait en outre observer que l'assistance offerte par l'UNRWA est menacée faute de financements et en appelait aux donateurs pour garantir la poursuite de l'aide alimentaire et des soins médicaux.

D'entrée de jeu, M. Fall soulignait hier matin que le thème de ce séminaire paraissait bien en phase avec l'évolution positive récente. Faisant observer que remettre l'économie palestinienne sur les rails restait néanmoins une tâche qu'il ne serait pas facile de mener à bien en l'absence de progrès sensibles sur le plan politique, il soulignait que la présentation de la Feuille de route constitue à cet égard un événement porteur, prémisses de la résolution du conflit.

À l'instar de M. John Dugard, Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés, plusieurs intervenants ont dénoncé le nouveau mur érigé par Israël, soulignant que

le tracé de cet édifice ne respecte pas la «ligne verte» et qu'il aggrave encore davantage la situation économique des territoires palestiniens.

Groupes de travail

Lors du premier groupe de travail, chargé d'examiner les «dimensions de la crise économique palestinienne», le Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation, M. Jean Ziegler, a indiqué que, d'après ce qu'il a pu constater lors de sa récente mission dans les territoires palestiniens occupés, «le droit à l'alimentation dans ces territoires est gravement et de façon permanente violé». Le Directeur du Conseil économique palestinien pour le développement et la reconstruction auprès de l'Autorité palestinienne, M. Mohammad Shtayyeh, a quant à lui mentionné les bouclages, la rétention par Israël des recettes fiscales palestiniennes et la destruction de l'infrastructure matérielle comme étant les principales raisons de l'effondrement de l'économie palestinienne. Il s'est également penché sur certains problèmes rencontrés par l'Autorité palestinienne et sur la capacité de celle-ci à fonctionner dans les circonstances actuelles. Il a aussi souligné l'importance de l'assistance internationale.

Le second groupe de travail, consacré hier après-midi aux priorités dans le domaine de l'assistance humanitaire et économique au peuple palestinien, a vu le Directeur des opérations au Bureau de Cisjordanie de l'UNRWA indiquer que, suite à son appel de contributions lancé il y a un mois, l'UNRWA n'a reçu que trois des cent trois millions de dollars demandés. La lutte contre le chômage et la pauvreté; l'appui aux besoins budgétaires de l'Autorité palestinienne; le rétablissement des services essentiels; le relèvement de l'infrastructure matérielle et la remise en culture des terres agricoles; la lutte contre le chômage et la pauvreté; l'amélioration des conditions de vie des réfugiés palestiniens grâce au soutien de l'UNRWA; ainsi que le relèvement du secteur privé ont été identifiés comme devant figurer au rang des priorités de l'assistance au peuple palestinien. La majorité des intervenants se sont accordés pour estimer que ces objectifs ne sauraient être atteints dans la situation actuelle d'isolement où se trouve le peuple palestinien. Ont également participé à cette table ronde le Secrétaire général adjoint de l'Organisation de la Conférence islamique (OCI), le Président du Comité des questions relatives au Moyen-Orient de l'Union interparlementaire, un chroniqueur du journal Ha'aretz (Jérusalem); la Chef de la Section ONU à la délégation permanente de la Commission européenne à Genève; le Chef du Bureau du Coordonnateur des affaires humanitaires à Jérusalem; ainsi que la Directrice de la Campagne mondiale pour la reconstruction des foyers palestiniens.

Ce matin enfin, le troisième groupe de travail était consacré aux perspectives et à l'élaboration de stratégies pour l'économie palestinienne. La dépendance de l'économie palestinienne à l'égard d'Israël a été fortement dénoncée durant cette dernière réunion. Les participants ont réaffirmé que le développement économique palestinien ne serait pas possible sans qu'une solution politique durable au conflit israélo-palestinien soit obtenue. Ont participé à cette table ronde en tant qu'intervenants: la Directrice de l'Institut palestinien de recherche en politique économique; le Représentant général de la Palestine auprès du Danemark; le Chef du Département de l'économie et de la gestion au Collège académique de Tel Aviv-Yaffo; le Responsable de l'assistance au peuple palestinien à la Division de la mondialisation et des stratégies de développement de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED); une représentante de l'Institut des États-Unis pour la paix; ainsi que le Coordonnateur spécial adjoint des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient.

Déclarations de clôture

M. NASSER AL-KIDWA, Observateur permanent de la Palestine auprès des Nations Unies, a rappelé les destructions massives subies par l'économie palestinienne, qui ont entraîné une dégradation des conditions de vie, menaçant le tissu même de la société palestinienne. La puissance occupante a en effet imposé des restrictions internes et externes, la destruction de maisons et de services industriels et agricoles; elle bloque également des fonds palestiniens. Il faut maintenant intensifier, à différents niveaux, l'aide nécessaire à surmonter les conséquences à long terme de cette dernière période, notamment en matière de santé et d'éducation. La question du retour est déterminante dans ce domaine. Des programmes de développement à long terme doivent être dressés, de même qu'il faut envisager sérieusement la possibilité de renouer une relation saine entre Israël et la Palestine dans l'avenir. Il convient enfin de remercier tous ceux, donateurs et travailleurs sur le terrain, qui aident le peuple palestinien, et de rappeler l'obligation de la communauté internationale de faire pression pour que les Palestiniens recouvrent l'intégralité de leurs droits.

La réussite économique est nécessairement tributaire des avancées politiques, a poursuivi M. Al-Kidwa. La source de tous les maux est ici

l'occupation étrangère, qui s'est transformée en phénomène véritablement colonial. La question du mur de séparation ne peut se comprendre que dans ce cadre. La première étape vers la paix doit donc être la cessation des activités colonialistes israéliennes. La Feuille de route a quant à elle suscité de grands espoirs. Le côté palestinien s'efforce de s'y conformer pleinement et poursuit son programme de réformes, dans tous les domaines gouvernementaux. La nomination d'un Premier ministre est la manifestation de cette évolution. On constate par contre de grandes réticences du côté israélien avec, notamment, l'absence de renonciation au recours à la force militaire. Israël tente d'éviter toute mesure à forte valeur politique.

Les dirigeants palestiniens ont condamné les attentats contre les civils israéliens et estiment qu'il faut donner une chance à la paix en renonçant à la violence, a rappelé le représentant palestinien. Cependant, il convient de ne pas faire la confusion entre résistance à l'occupation et terrorisme. Il faut de plus condamner les mesures d'oppression israéliennes contre les civils palestiniens, les crimes de guerre, l'usage aveugle de la force. Justice doit être faite et un Comité de vérité et réconciliation doit maintenant déterminer pourquoi des milliers de colons ont été implantés sur le territoire palestinien.

La Feuille de route doit être appliquée sans plus tarder et la partie palestinienne remplira ses obligations à cet égard et au regard du droit international. Les Nations Unies doivent accorder leur aide pour faire respecter les droits inaliénables du peuple palestinien.

Le Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, M. PAPA LOUIS FALL, a souligné que ce séminaire s'est déroulé à un moment important où Israël et les Palestiniens manifestent une certaine entente au sujet du renforcement du processus politique et d'un retour à la table des négociations. «Cela ne nous empêche pas toutefois de constater la gravité de la situation socioéconomique et de la crise humanitaire dans le territoire palestinien occupé», a-t-il ajouté. Il a rappelé que l'économie et l'infrastructure palestiniennes ont été fortement atteintes par presque trois années de violence et de destruction qui ont abouti à des taux de chômage, de pauvreté et de malnutrition sans précédent et à des conditions de vie lamentables - un climat qui ne peut pas faciliter la quête de la paix. À cet égard, l'appui immédiat de la communauté internationale est nécessaire

pour répondre aux énormes besoins humanitaires et financiers du peuple palestinien.

M. Fall a rappelé qu'en exposant les dimensions de la crise économique palestinienne dans le cadre du Groupe de travail consacré à cette question, M. Mohammad Shtayyeh, Directeur du Conseil économique palestinien pour le développement et la reconstruction auprès de l'Autorité palestinienne, a brossé un tableau alarmant de la situation humanitaire et économique d'urgence qui dure depuis des années dans le territoire palestinien occupé. M. Shtayyeh a mentionné les bouclages, la rétention par Israël des recettes fiscales palestiniennes et la destruction de l'infrastructure matérielle comme étant les principales raisons de l'effondrement de l'économie palestinienne. Il s'est également penché sur certains problèmes rencontrés par l'Autorité palestinienne et sur la capacité de celle-ci à fonctionner dans les circonstances actuelles. Il a aussi souligné l'importance de l'assistance internationale sans laquelle le peuple palestinien n'aurait pu tolérer la situation. Il a en outre exprimé l'espoir que l'aide à venir ne serait pas détournée des projets de développement à long terme pour subvenir aux besoins vitaux.

M. Fall a par ailleurs rappelé que lors de la réunion du Groupe de travail sur les priorités dans le domaine de l'assistance humanitaire et économique, les experts ont mis en évidence les domaines humanitaires et économiques où il était urgent d'apporter une assistance pour éviter une détérioration plus grave de la crise économique. Parmi ces priorités, ils ont évoqué la lutte contre le chômage et la pauvreté et se sont accordés pour estimer que ces objectifs ne sauraient être atteints dans la situation actuelle d'isolement où se trouve le peuple palestinien. Une autre priorité réside dans la fourniture d'une aide budgétaire à l'Autorité palestinienne, a rappelé M. Fall.

Les débats du Groupe de travail sur les perspectives et l'élaboration de stratégies pour l'économie palestinienne ont permis aux participants d'examiner le redressement économique du point de vue palestinien, les perspectives de développement économique, l'économie d'un État palestinien indépendant, les stratégies des donateurs et la coordination de l'assistance. Les participants ont réaffirmé que le développement économique palestinien ne serait pas possible sans qu'une solution politique durable au conflit israélo-palestinien soit obtenue.

* ** *